

Récession économique, crise morale et diffusion du savoir.

Réflexions liminaires sur le statut du savoir économique, sa relation avec la capacité de la société de poursuivre sur la voie du progrès, et les conséquences qu'il faut en déduire en matière d'organisation de l'enseignement et de la recherche.

Jean-Luc Gaffard*
Institut Universitaire de France
Research Fellow à l'OFCE

La non-reconnaissance de l'économie comme savoir constitué dans de larges cercles de la société s'inscrit dans une dichotomie du savoir entre sciences dites exactes et sciences humaines et sociales qui réserve la raison analytique aux premières et le discours critique aux secondes. Cette dichotomie contribue au désenchantement vis-à-vis des études scientifiques et à une sorte de relativisme général. Elle est immédiatement perceptible dans la conception et l'organisation de l'enseignement tant secondaire que supérieur. Elle a des répercussions sur la formation des élites et, par suite, sur le dynamisme de l'économie et plus largement de la société. Le redressement de la situation requiert d'autres formes de diffusion et de production du savoir, à commencer par le savoir économique, qui relaient le choix de proposer à la plus large fraction des élèves et étudiants un apprentissage fondé sur la connaissance des acquis des disciplines et leur métissage réciproque.

Introduction

La société française et européenne est confrontée aux difficultés que lui fait courir une croissance durablement faible pouvant même aboutir à une véritable récession. Ces difficultés posent naturellement la question immédiate de la compétitivité et de l'excellence. Mais elles vont aussi de pair avec une crise morale qui conduit certains à s'interroger sur la possibilité de la croissance sinon sur sa nécessité. La faiblesse relative des dépenses de R&D et le vieillissement de la population qui va en s'accroissant sont concomitants d'un repli sur soi qui induit une vision pessimiste du devenir de la société. Cette crise morale s'alimente dans une sorte de doute sur la pertinence du savoir : le savoir scientifique et technologique dont on exhibe plus volontiers les insuffisances quand on n'évoque pas, souvent contre toute évidence, les dangers de sa mise en oeuvre, le savoir économique dont on n'arrive à nier jusqu'à l'existence. Comment alors ne pas asseoir une analyse opérationnelle des moyens humains d'un dynamisme retrouvé sur une réflexion plus fondamentale relative à la place et au rôle des savoirs dans le monde contemporain.

Il existe à l'évidence un lien entre la perception que l'on a du fonctionnement de l'économie (et de la société) et l'attitude que l'on peut avoir vis-à-vis de la science et de la technologie. Une vision pessimiste des conséquences du développement scientifique et technologique ne peut que favoriser le retour à des positions irrationnelles et obscurantistes sur le fonctionnement de la société. Parallèlement, une vision pessimiste du devenir

* Jean-Luc Gaffard est actuellement directeur scientifique adjoint chargé de l'économie à la mission scientifique technique et pédagogique auprès du ministère de l'éducation nationale. Il est également président du groupe d'experts sur les programmes scolaires de sciences économiques et sociales auprès de la direction de l'enseignement scolaire de ce même ministère. Cette note ne saurait, toutefois, engager la mission ou le groupe d'experts. Elle ne reflète que les positions de leur auteur.
Adresse électronique : gaffard@idefi.cnrs.fr

économique, à travers des condamnations simplistes sinon idéologiques du rôle du marché, de l'entreprise, du profit, mais aussi du rôle régulateur de l'Etat, ne peut qu'alimenter la méfiance quant à l'usage qui est fait des connaissances scientifiques et techniques qui ne sont plus perçues directement comme une source de dynamisme et de progrès. Ce problème a, naturellement, des dimensions multiples, mais il est fortement ancré dans des dispositifs de formation. Ces dispositifs maintiennent une séparation abusive entre deux domaines, les sciences de la nature et les sciences humaines et sociales, réservant de fait la dimension proprement scientifique aux premières. Ils font, d'autre part, une place démesurée à ce qu'il est convenu d'appeler les perceptions spontanées des apprenants qui témoignent, certes, du rôle de l'expérience immédiate, mais aussi de la faible diffusion d'un savoir de base dans de larges couches de la population. Cela n'est pas sans incidence sur la conception même des objectifs de formation dans le domaine des sciences humaines et sociales trop souvent dédiées à la critique globale du savoir plutôt qu'à l'apprentissage de ses méthodes, résultats et limites.

En fait, le cloisonnement que l'on observe entre disciplines ne concerne pas que leurs objets propres, mais aussi la place qu'on leur assigne dans la formation générale et professionnelle des individus. Il conduit à réserver les capacités élevées de rigueur, de connaissance et d'apprentissage à une élite forcément restreinte en nombre et sélectionnée sur la base de champs de connaissances eux-mêmes restreints.

Dans ce contexte, la position du savoir économique est révélatrice. Partie prenante des sciences humaines et sociales, la rigueur lui est encore déniée hors de la sphère académique et parfois même en son sein, ses méthodes et résultats restent souvent contestés. En contribuant, néanmoins, à éclairer les enjeux économiques et sociaux des choix individuels et collectifs, il est au cœur des questions qui font débat entre les acteurs sociaux. Cette situation laisse libre cours à des controverses idéologiques sans objet aux répercussions parfois désastreuses sur le rôle des marchés, de la monnaie ou de l'Etat. La nécessaire diffusion de ce savoir fait pourtant partie des facteurs d'excellence qui commandent le dynamisme et la capacité créative de l'économie et de la société.

Mieux diffuser le savoir économique c'est reconnaître qu'il existe.

Le problème majeur auquel est confronté le savoir économique dans notre société (et particulièrement dans notre pays) est qu'il n'est pas toujours reconnu comme un véritable savoir scientifique. Il est trop souvent ramené au rang d'opinions diverses, exprimant les unes et les autres des positions sociales ou des choix idéologiques particuliers entre lesquels il serait impossible de discriminer. Aussi est-il important de dé-idéologiser ce savoir, de ne pas en relativiser systématiquement les acquis en signalant que, s'il est, comme tout savoir, en devenir, il obéit à des protocoles précis et robustes et conduit à des résultats incontestables. Il devrait être loin le temps où il était commode d'opposer une orthodoxie supposée irréaliste à des hétérodoxies censées pouvoir appréhender la totalité du social. L'analyse économique a démontré sa capacité à expliquer solidement une gamme large de problèmes complexes, au travers de débats sérieux et récurrents. Elle a produit des résultats empiriques solides dans des domaines où elle est pourtant critiquée, comme la prévision macroéconomique. Pour le comprendre, encore faut-il accepter que ce savoir n'a jamais permis et ne permettra jamais de désigner une réponse unique aux problèmes de société, un optimum social unique dont les décideurs publics ou privés n'auraient qu'à mettre en œuvre les conditions, forts d'une connaissance définitive. Encore faut-il aussi accepter que la réalité sociale n'est pas réductible à un calcul économique qui obéirait à des règles immuables. L'économie est une science morale qui emprunte aux autres disciplines certains de ses éléments autant qu'elle leur en fournit.

Le savoir économique est un savoir constitué. Il est un certain nombre de connaissances qui sont bien établies et qui ne sauraient, contrairement à un certain discours ambiant, être remises en cause. Elles touchent directement à la croissance et au développement. On en citera simplement quelques-unes, qui, contre toute attente raisonnable, sont encore l'objet de dénigrements dans le cadre du débat sur la globalisation. Il est parfaitement établi que l'ouverture aux échanges et la division du travail sont les

sources essentielles de la création de richesses, même s'il ne s'agit que de conditions nécessaires. Des opportunités plus nombreuses ne peuvent, en effet, que placer les individus dans une meilleure position. Il est bien établi que la création d'emplois procède de la création de richesses et donc de la réalisation de gains de productivité au sens large (c'est-à-dire impliquant de produire plus d'un même bien ou une plus grande variété de biens avec la même quantité de facteur), même s'il peut arriver que, dans certaines conditions bien connues entraînant l'insuffisance de la demande, les gains de productivité aillent de pair avec une montée du chômage. Il est donc absurde de vouloir opposer l'augmentation du taux d'activité et la lutte contre le chômage. Il est bien établi qu'il existe un chômage involontaire lié à des défauts de coordination intertemporelle, qui résiste à toute baisse des salaires nominaux et dont la solution ne réside pas dans les seules réformes des marchés de travail. Il est bien établi que l'innovation technologique et la création de richesses exigent le développement de mécanismes de financement complexes qui permettent de concilier des préférences temporelles opposées des emprunteurs et des prêteurs dont la contrepartie est l'existence de risques de spéculation et de faillite qu'il faut endiguer. Il est bien établi que les asymétries ou incomplétudes de l'information et les pouvoirs de marché qu'elles peuvent engendrer sont à la fois des éléments indispensables à la poursuite d'objectifs d'innovation et de croissance et des défauts qui doivent être corrigés pour rendre l'évolution viable et efficace. Il est bien établi que les marchés 'classiques' de biens et de services sont des lieux d'ajustements lents et graduels qui favorisent la communication de l'information pertinente aux différents acteurs, alors que les marchés de capitaux sont sujets à des variations erratiques qu'il faut contrôler et qui font que ces marchés sont régulés. Ces connaissances, parmi d'autres, sont le fruit d'un savoir progressivement construit à travers de nombreux débats et expériences, qui repose sur des méthodes ou des protocoles d'analyse éprouvés. Elles témoignent, empiriquement et théoriquement, de la capacité des sociétés modernes à maîtriser leur développement.

Pour autant, *le savoir économique ne réduit pas le champ des choix politiques et stratégiques*. Il serait illusoire et dangereux de croire que le savoir économique peut permettre de dessiner les contours d'une société idéale dont il n'y aurait pour le politique qu'à suivre les règles de fonctionnement quelles qu'elles soient. Ce serait retomber dans une vision idéologique des choses de l'économie et tout simplement faire fi des avancées récentes de la discipline. La raison en est simple. L'économie est en évolution permanente et irréversible. Le point d'arrivée n'est jamais atteint. En fait, il n'est jamais connu. Le véritable enjeu du savoir économique n'est pas de désigner les propriétés de ce point d'arrivée mythique pour s'y conformer, mais de comprendre ce qui rend l'évolution viable, ce qui fait que le plein emploi des ressources productives est possible. Suivant cette perspective, il y a nécessairement des scénarios alternatifs, différentes bifurcations possibles qui expliquent qu'il existe un véritable choix politique ou stratégique en réponse aux aléas et incertitudes de l'environnement mais aussi aux conditions sociales et politiques. De quelque manière, reconnaître que le savoir économique éclaire les choix sans les déterminer de façon univoque, c'est rappeler que son objectif central est bien de comprendre comment des agents multiples, indépendants et hétérogènes parviennent à se coordonner, c'est-à-dire de comprendre comment est produite et diffusée l'information pertinente sur les visées et les comportements des uns et des autres. Cet objectif est, naturellement, indissociable de la définition de normes qui relève des choix sociaux et politiques et renvoie aux questions de redistribution, de solidarité ou d'écologie.

Dans ces conditions, *un savoir économique constitué procède d'une articulation efficace avec des savoirs disciplinaires distincts*, comme la philosophie sociale, la science politique et la sociologie. Ainsi, dans sa théorie de la justice sociale, John Rawls développe-t-il le thème de l'équité. Ce thème n'est en rien étranger à l'analyse économique. John Hicks, prix Nobel d'Économie, fait de l'équité le principe central de la détermination des salaires dans une économie de marché en la reconnaissant comme le fruit d'un comportement rationnel des employeurs. Robert Solow, autre prix Nobel d'Économie, et Frank Hahn retiennent cette hypothèse pour en explorer les implications (en l'occurrence favorables) sur l'amplitude des cycles et sur la performance économique globale. En fait, les principes de

décision sociale sont divers à mesure des divergences sur ce que sont les bases d'information auxquels ces principes se rattachent. Ainsi le plaidoyer utilitariste n'a pas forcément les mêmes effets que l'exigence de liberté s'agissant du processus et des acteurs de la décision, donc de l'information retenue et de ses conséquences sur la création de richesses. Mais rien ne permet de dire que le premier est préférable à la seconde du point de vue du bien-être, bien au contraire. Le savoir économique, loin d'être remis en cause par la diversité des règles de décision, est ici conforté dans sa généralité. Faire de l'économie une science des choix individuels et sociaux n'implique pas d'en réduire le champ. Ces choix sont le résultat d'interactions complexes, ce qui explique à la fois l'efficacité des marchés en tant que pourvoyeurs d'une information fiable et le lien étroit entretenu entre l'économie de marché et la démocratie politique. Amartya Sen, prix Nobel d'Economie, ne souligne-t-il pas le lien entre la disparition des grandes famines en Inde et l'irruption du débat politique démocratique.

Comme savoir constitué, le savoir économique est parcouru de débats et de contradictions aux frontières de la connaissance. Ce sont ces débats et contradictions qui le font avancer, et non sa mise en cause comme savoir de référence ayant ses propres protocoles. L'un des principaux débats porte sur la régulation du système économique et ses moyens. Il existe une tendance simpliste à opposer les tenants de l'ordre spontané du marché aux tenants de l'intervention de l'Etat, les libéraux aux interventionnistes. Cette opposition existe et structure le débat analytique. La connaissance des auteurs autant que la fécondité du débat rend cependant cette opposition plus complexe que ne le laisserait penser la controverse courante. La thèse d'Adam Smith et plus généralement des économistes classiques anglais est que le marché est une institution sociale délicate et complexe dont le fonctionnement repose sur la moralité et la légalité des comportements et n'exclut nullement des interventions publiques garantes de la cohésion sociale. Leur thèse n'a jamais été celle d'un laissez-faire complet. Ils savaient, mieux que quiconque, comme le souligne Friedrich Hayek, que ce n'est pas par un tour de magie que les efforts individuels ont pu se trouver efficacement canalisés vers des fins sociales bénéfiques, mais par l'évolution d'institutions « bien constituées » de nature à réunir « les règles et les principes touchant les intérêts opposés et les avantages issus des compromis ». En fait, leur thèse n'a jamais été orientée contre l'Etat en tant que tel, elle tient compte, à la fois, des fonctions propres de l'Etat et des limites de son action. John Maynard Keynes partage ce point de vue. « La formule du laissez-faire, écrit-il, ne se trouve pas dans les écrits d'Adam Smith, de Ricardo ou de Malthus. Chez aucun de ces auteurs l'idée n'est même présente sous une forme dogmatique ». Or c'est bien à la doctrine du laissez-faire qu'il entend s'attaquer et non au libéralisme. Ses réflexions et propositions en faveur d'une intervention de l'Etat ne sauraient donc être interprétées comme une opposition aux fondements de l'économie de marché. « Ces réflexions, écrit-il, sont orientées vers la recherche d'améliorations techniques possibles du capitalisme moderne par le moyen de l'action collective. Elles ne contiennent rien qui soit sérieusement incompatible avec ce qui semble être la caractéristique essentielle du capitalisme, à savoir que l'appât du gain et l'amour de l'argent constituent la principale force motrice de la machine économique » (ibid. p. 84). La question en débat n'est pas d'être pour ou contre le marché ou l'Etat, mais de se situer sur le terrain de la compréhension des mécanismes complexes d'articulation de l'un avec l'autre, autrement dit sur le terrain de la réflexion raisonnée. C'est sur ce terrain, entre autres, que l'analyse économique moderne s'est signalée par des apports significatifs, qu'il s'agisse des défaillances du marché ou de celles de l'Etat.

Reconnaître l'existence d'un savoir constitué en économie dans les limites d'un cercle d'initiés et d'experts présente, cependant, peu d'intérêt si ce savoir ne devient pas un instrument de l'action des décideurs. Aussi cette reconnaissance doit-elle se traduire dans la définition et l'organisation des parcours de formation au bénéfice de larges couches de la population. En outre, la diffusion du savoir est indissociable de sa production et de l'organisation des confrontations nécessaires autour des questions centrales.

Mieux diffuser le savoir économique, c'est mieux concevoir les parcours de formation

Le problème majeur réside, s'agissant du domaine proprement dit de la diffusion des connaissances et de la formation, dans un décloisonnement de savoirs qui maintiennent chacun leur ancrage disciplinaire. Le décloisonnement c'est d'abord la reconnaissance que la rigueur analytique et l'existence de résultats généraux n'est pas l'apanage des sciences de la nature et de la vie. Le décloisonnement c'est ensuite le souci de diversifier suffisamment les savoirs de base des différents acteurs sociaux. Un tel décloisonnement met directement en cause les systèmes de formation secondaire et supérieur dans notre pays.

La construction de parcours ou de filières dans l'enseignement des lycées, en relation avec les études supérieures qui suivent et avec les métiers auxquels ces études conduisent, rend indispensable la formation au raisonnement rigoureux quelle que soit la dominante de ce parcours. Ainsi, la filière économique et sociale des lycées, qui ouvre sur les formations universitaires dédiées aux métiers de la gestion et de l'administration a, comme les autres filières, pour enjeu de former au raisonnement rigoureux. C'est pourquoi, elle a pour vocation, entre autres, de fournir les bases élémentaires de ce savoir économique constitué, c'est-à-dire, de donner les premiers rudiments de l'analyse économique dans ses différents champs d'application, au niveau de l'entreprise, du secteur d'activité ou de l'économie globale. La difficulté qu'implique ce choix didactique dans le cadre de l'enseignement secondaire est réelle. Mais, au lieu de le nier au nom de je ne sais quelle critique radicale du savoir lui-même, ou de l'éliminer en cantonnant l'enseignement à l'apprentissage de techniques de gestion, il faut effectivement l'affronter. En fait, contrairement à ce qui est systématiquement avancé, la difficulté ne réside pas tant dans la lourdeur des programmes scolaires mesurée par la longueur de la liste des intitulés, que dans la capacité des professeurs à définir ce qui peut être enseigné dans un temps limité à des élèves d'une maturité donnée. Cette capacité relève de la liberté pédagogique. Mais l'exercice efficace de cette liberté par les enseignants dépend de leur formation. Aussi la vraie difficulté du moment est-elle, d'une part, dans bien des cas, l'absence de formation initiale et continue efficace permettant aux professeurs d'accéder aux développements les plus récents du savoir économique, d'autre part, l'absence de définition de parcours d'élèves diversifiés mettant en relation leur degré de maturité et les exigences didactiques.

L'excellence grâce à la formation requiert de concilier aptitudes professionnelles ciblées et diversité relative des connaissances disciplinaires. Ainsi, l'un des défauts majeurs des filières scientifiques (et littéraires) dans les lycées et de nombre d'écoles d'ingénieurs, c'est de ne pas donner accès aux protocoles d'analyse et aux résultats de l'analyse économique. Ce défaut est d'ailleurs partagé avec nombre d'écoles de commerce dans lesquelles les techniques de gestion et de communication sont privilégiées au détriment d'un enseignement économique circonstancié tant en microéconomie et économie de l'entreprise qu'en macroéconomie. Cette situation pose notamment, à des degrés divers suivant les filières et spécialités, la question du rôle respectif du premier et deuxième cycle de l'enseignement supérieur. Concilier les exigences de maîtrise disciplinaire et de capacité opérationnelle avec l'existence de connaissances diversifiées est une réelle difficulté. Le moins que l'on puisse dire est que le système actuel va à l'encontre d'un tel objectif. Les classes préparatoires scientifiques sont dédiées à des disciplines de base étroitement délimitées. Il en est de même des premiers cycles universitaires. Dans le cadre d'une structure générale de type licence-master-doctorat conforme au projet d'unification européenne des diplômes, une solution qui a fait ses preuves consiste à concevoir, d'une part, des parcours de licence relativement diversifiés avec une discipline dominante et plusieurs disciplines complémentaires connexes, d'autre part, des parcours de master plus strictement disciplinaires et orientés sur des débouchés professionnels spécifiques définis en termes de savoirs de référence. Une formation d'excellence qui dépasse les limites d'une élite restreinte, quel que soit son lieu, école ou université, est sans doute au prix de ce changement. En outre, une imbrication plus explicite entre les différents domaines du savoir est probablement l'un des moyens de restaurer la confiance partiellement perdue dans les

vertus du progrès et de donner une nouvelle impulsion et de nouvelles incitations aux études scientifiques et technologiques.

Le statut du savoir économique dans la société dépend du statut reconnu aux études doctorales. Il est difficile à terme de donner la place qui lui revient à ce savoir dans la formation, non pas des seuls économistes professionnels mais des décideurs en général, sans reconnaître que certaines positions dans l'administration et l'entreprise requièrent d'avoir effectué des études de doctorat en économie. Ces études, en l'occurrence, ne seraient pas alors toutes dédiées à traiter de sujets très étroits mais à témoigner plus généralement d'une formation par la recherche qui constitue une certification pour conduire certaines activités, qu'il s'agisse d'activités d'orientation stratégique et de direction, ou même d'activités d'information dans des médias reconnus. Cette formation reconnaît la dimension proprement professionnelle du savoir au plus haut niveau.

Mieux diffuser le savoir économique, c'est réorganiser les institutions de formation

Le savoir est un facteur de croissance. Cette assertion est, cependant, une tautologie si elle signifie simplement que plus les individus sont qualifiés et plus ils sont efficaces, plus le potentiel de croissance est élevé. L'analyse économique enseigne, en effet, que si l'accumulation de capital physique et humain est une condition nécessaire de la croissance, ce n'est pas une condition suffisante. Il faut encore que l'activité économique soit bien coordonnée grâce à l'efficacité de mécanismes spécifiques. Or, ce qui est vrai de l'activité en général l'est des activités de formation et de recherche en particulier. Les objectifs qui leur ont été assignés ne dépendent pas seulement des montants de ressources qui leur sont affectés, mais aussi de la manière dont ils sont organisés. C'est bien là où le bât blesse dans une société comme la notre.

La refonte nécessaire du système de formation repose sur une révision dans les faits de la conception des filières de l'enseignement secondaire et sur une autonomie effective des établissements d'enseignement supérieur, impliquant un changement de leurs relations avec l'extérieur.

Les filières de l'enseignement secondaire doivent être décloisonnées, moins en termes de programmes que de conception générale de leurs objectifs. Formellement, elles visent toutes à favoriser chez les élèves l'acquisition d'une culture générale fondée sur la maîtrise de connaissances, d'outils et de méthodes d'analyse permettant le développement des compétences requises pour la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur et, ultérieurement, la maîtrise d'un métier : capacité à identifier et formuler des problèmes, à construire des raisonnements inductifs, déductifs ou hypothético-déductifs. La réalité reste différente. Seule la filière scientifique est perçue comme relevant effectivement de ces objectifs quoiqu'elle néglige de fait l'apport des autres savoirs que celui des mathématiques et des sciences de la nature. Les autres filières continuent, de fait, à être coupées de la véritable culture scientifique, au sens large du terme et à faire une place pour le moins excessive à la rhétorique. La juxtaposition des savoirs se substitue à la maîtrise d'une culture scientifique générale. Le décloisonnement nécessaire n'est pas simplement affaire de programmes et de structuration des parcours, mais de perception des élèves (et des parents) et de formation des professeurs qui ne saurait être purement disciplinaire et devrait inclure un apprentissage de l'importance du métissage ou de la mixité pluridisciplinaire.

Les universités, au sens large (c'est-à-dire dans leur définition internationale) doivent détenir les moyens de leur autonomie. Le premier moyen de cette autonomie réside dans la possibilité de constituer une communauté de recherche et d'enseignement efficace en ayant une taille suffisamment grande en termes de nombre d'étudiants formés et en regroupant une gamme large de départements disciplinaires. L'enjeu est double : une fertilisation croisée effective entre les différentes disciplines et leur décloisonnement, une base large pour des échanges nombreux d'étudiants et de professeurs, notamment à l'échelle internationale. Le deuxième moyen important de l'autonomie des universités est une pleine capacité de gestion des postes et de choix des professeurs, impliquant de reconnaître à ces derniers à la fois les avantages et les contraintes de la mobilité, s'agissant des salaires et des conditions de nomination et de titularisation.

L'autonomie des universités ne va pas sans une concurrence organisée entre elles qui commande largement leurs relations avec le monde extérieur. Cette concurrence devrait s'exercer à différents niveaux. Ainsi, les formations seraient confrontées les unes avec les autres dans le cadre d'un système d'accréditation par une instance d'évaluation indépendante. Les équipes de recherche seraient, principalement financées sur projets, grâce à la distribution de crédits publics de recherche par une ou plusieurs agences de moyens indépendantes fonctionnant sur la base d'appels d'offre. La fonction de formation continue des professeurs de lycée (et notamment des professeurs de sciences économiques et sociales) passerait aussi par le canal d'appels d'offre pour des projets lourds de formation sur des thèmes déterminés dont le gagnant serait le mieux disant au terme des critères standard d'évaluation de la formation et de la recherche. Enfin, les relations avec les entreprises passeraient par un système de contrats et de fondations respectant l'indépendance des uns et des autres et articulé avec les règles générales d'accréditation.

L'autonomie des universités et la concurrence organisée entre elles, de même que l'indépendance d'organismes de recherches de fait concurrents sont le moyen avéré de faire progresser le savoir. Une telle concurrence n'a rien de sauvage et n'exclut pas, bien au contraire, la coopération scientifique. Mais elle constitue l'aiguillon nécessaire de l'excellence en organisant la confrontation des méthodes et des résultats. La confrontation des méthodes et des résultats, leur lecture critique réciproque constituent le seul véritable gage de qualité.

Conclusion

Michel Serres voit dans la séparation des sciences de la nature et des sciences humaines et sociales la conséquence de la séparation entre la raison et le jugement qu'il fait remonter au siècle des Lumières. A ce jour, pourtant, il ne décèle plus de contradiction. « Mieux vaut donc faire la paix, écrit-il, par un nouveau contrat, entre les sciences, qui traitent avec pertinence des choses du monde et de leurs relations, et le jugement qui décide des hommes et de leurs rapports, entre les deux types de raisons aujourd'hui en conflit, parce que leur destin désormais se croise et se mêle et que le notre dépend de leur alliance. Par un nouvel appel à la globalité, il nous faut inventer une raison rationnelle et pondérée ensemble, qui pense vrai en même temps qu'elle juge prudemment ». Ce qu'il est convenu d'appeler la compétitivité, d'un mot qui pourrait masquer que la concurrence peut et doit être un jeu qui à somme positive, repose sur la mise en oeuvre de ce contrat qui, dans certains lieux plus que dans d'autres, requiert de donner au savoir économique cette dimension de savoir fondé sur la raison et d'en assurer une réelle diffusion. La question de la diffusion du savoir économique n'est ici que le moyen, un moyen sans doute privilégié, d'entrer dans le débat sur la relation entre science et société quand l'objectif demeure celui du progrès.

Repères bibliographiques

- Hayek F.A. (1994) : *La Constitution de la Liberté*, Paris : Litec.
Hicks J.R. (1995) : *La Crise de la Pensée Keynésienne*, Paris, Fayard.
Keynes J.M. (2002) : *La Pauvreté dans l'Abondance*, Paris, Gallimard.
Sen A. (1999) : *L'Economie est une Science Sociale*, Paris, La Découverte.
Serres M. (1993) : *Le Contrat Naturel*, Paris, François Bourin.